

DOCUMENT OF THE INTER-AMERICAN DEVELOPMENT BANK

REPUBLIQUE HAITI

**PROJET D' APPUI AU PLAN DECENAL D'EDUCATION ET DE LA FORMATION
2.0
(PAPDEF 2.0)**

(HA-J0006; HA-G1055; HA-G1059)

PROPOSAL FOR OPERATION DEVELOPMENT

I. DESCRIPTION DU PROJET ET SUIVI DES RESULTATS

A. Contexte, problème abordé et justification

- 1.1 Haïti continue de faire face à une pauvreté et des inégalités chroniques persistantes. Haïti se situe au 11^e rang sur 179 pays dans l'Indice des États Fragiles (FSI) de 2022, ce qui en fait un des états les plus fragiles du monde.¹ En 2022, le Produit Intérieur Brut (PIB) par habitant (en dollars internationaux à parité de pouvoir d'achat) était de US\$3,161.3 contre US\$18,538.8 en Amérique Latine et dans les Caraïbes (ALC).² Environ 60% de la population vit en-dessous du seuil national de pauvreté et 28.9% vit dans l'extrême pauvreté (moins de US\$2 par jour) contre moins de 10% dans l'ALC.³ L'arrivée de la COVID-19 au début de 2020 a eu un impact négatif sur un état déjà fragile, où l'instabilité politique et la détérioration de l'environnement économique menaçaient déjà les acquis post-séisme. Au cours des dernières années, Haïti a été marquée par une aggravation de l'insécurité et des troubles sociaux de plus en plus persistants qui ont entraîné la quatrième année consécutive de contraction économique, estimée à 1,7% pour l'exercice 2022.⁴
- 1.2 La crise multifactorielle que traverse le pays a limité l'offre et a fait grimper les prix des produits de base, se traduisant par une insécurité alimentaire plus élevée. Selon la Coordination Nationale de la Sécurité Alimentaire (CNSA) et selon le dernier Cadre Intégré de Classification de la Sécurité Alimentaire (IPC),⁵ 4.9 millions de personnes (50% de la population) sont classées en insécurité alimentaire aiguë (IPC 3 et plus), dont 1,8 million de personnes sont considérées en phase d'*Urgence* (IPC 4) pour la période de mars à juin 2023. Cela représente une augmentation de 9% par rapport à la période de mars à juin 2022. La fragilité croissante à travers le pays, qui oblige les plus vulnérables à privilégier l'achat de nourriture, réduit encore l'accès à l'éducation et aux services sociaux de base. L'offre d'éducation a également été affectée, car moins d'écoles sont en mesure de fonctionner dans des zones fragiles où il y a déjà un manque d'écoles financées par l'état.

¹ L'indice des États fragiles est basé sur un cadre d'évaluation des conflits - connu sous le nom de « CAST ». Douze indicateurs de risque de conflit sont utilisés pour mesurer l'état d'un État à un moment donné. Les indicateurs fournissent un instantané dans le temps qui peut être mesuré par rapport à d'autres instantanés dans une série chronologique pour déterminer si les conditions s'améliorent ou se détériorent. Pour plus d'informations, consultez : <https://fragilestatesindex.org/indicators/>.

² <https://www.imf.org/external/datamapper/PPP/PPP@WEO/HTI/WE>

³ <https://data.worldbank.org/country/haiti>

⁴ <https://www.imf.org/external/datamapper/PPP/PPP@WEO/HTI/WE>

⁵ L'IPC est une échelle mondiale commune pour classer la gravité et l'ampleur de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition. Cet outil permet de classer les zones en insécurité alimentaire aiguë : 1/Minimale, 2/Stressée, 3/Crise, 4/Urgence et 5/Famine. En Haïti, l'IPC est dirigé par la Coordination Nationale de la Sécurité Alimentaire (CNSA). Toutes les informations faisant référence à l'IPC citées dans ce document sont disponibles sur : <https://www.cnsahaiti.org/haiti-mise-a-jour-de-projection-de-lanalyse-de-septembre-2022/>

- 1.3 **Contexte Sectoriel.** Au cours de la dernière décennie, le Ministère de l'Éducation Nationale et de la Formation Professionnelle (MENFP) a amélioré son secteur de l'éducation. La période du début des années 2000 à 2015 a été caractérisée par une croissance des taux nets de scolarisation, de 60% à environ 70% respectivement. Cependant, le niveau de scolarité demeure faible, avec un accès limité à une éducation publique de qualité.⁶ À tous les niveaux d'éducation, le secteur public joue un rôle limité dans l'offre, l'assurance qualité, et la réglementation du secteur. L'offre publique d'éducation est insuffisante pour répondre à la demande et les prestataires privés sont intervenus pour combler le vide, gérant plus de 90% des écoles maternelles et plus de 80% des écoles fondamentales.⁷
- 1.4 Depuis le début de la COVID-19, plus de 2.4 millions d'enfants n'ont pas pu retourner à l'école, sur environ 4 millions d'enfants d'âge scolaire.^{8 9} Alors que la rentrée scolaire en cours était prévue pour début septembre 2022, elle a été repoussée et le MENFP a publié un calendrier scolaire révisé pour 2022-2023 pour la période Janvier-Août 2023.
- 1.5 Malgré la diminution de l'accès à l'éducation due au contexte actuel, le Gouvernement d'Haïti a fermement priorisé l'amélioration des écoles publiques, qui sont souvent considérées de mauvaise qualité et desservent les pauvres de manière disproportionnée. Après des décennies de croissance effrénée dans le secteur non-public, le MENFP a pris des mesures pour mettre en place un ensemble de normes de qualité (le Système d'Assurance Qualité (SAQ)),¹⁰ que les écoles non-publiques et publiques doivent respecter afin de pouvoir être accréditées pour fonctionner. Le SAQ a été mis en œuvre dans les écoles publiques à l'échelle nationale et ces expériences ont guidé l'amélioration et la croissance continues du système.
- 1.6 **Stratégie du projet.** Le renforcement de la gouvernance du Ministère de l'Éducation est critique pour maintenir la surveillance du secteur de l'éducation et améliorer les résultats des élèves dans les écoles. Un nombre croissant de preuves montre que les résultats de l'éducation peuvent être considérablement améliorés en améliorant la gouvernance, en alignant le pouvoir décisionnel, les capacités et le financement.¹¹
- 1.7 **Renforcement institutionnel.** S'il est difficile d'attribuer le développement d'un pays uniquement à la réforme des programmes, il existe des exemples de pays qui ont fait des progrès significatifs dans leur développement économique et humain en mettant fortement l'accent sur la réforme de l'éducation. Par exemple, cet accent mis sur l'éducation, ainsi que d'autres facteurs, ont joué un rôle vital

⁶ World Bank, (2015). "Towards Greater Fiscal Sustainability and Equity: A Discussion of Public Finance in Haiti."

⁷ IIEP-UNESCO, (2019). "Haiti Education Sector Analysis".

⁸ MENFP, UNICEF, 2017. « Etude sur les enfants en dehors de l'école. ».

⁹ Le diagnostic du secteur de l'éducation 2020 (IIEP) a identifié qu'environ 11,743,017 enfants sont en âge scolaire. De celles. Environ 2,200 on entre 6 et 14 ans.

¹⁰ Le système d'assurance qualité est un système développé et validé par le MENFP pour mesurer et suivre la qualité de l'école.

¹¹ Glewwe et al., (2015). "Improving School Education Outcomes in Developing Countries: Evidence, Knowledge Gaps, and Policy Implications."

dans la transformation de la Corée du Sud et de la Finlande de nations déchirées par la guerre en pays développés de premier plan. Au fil des ans, le système éducatif sud-coréen a produit des étudiants très performants, comme le montrent les évaluations internationales. Ces deux pays, ainsi que Singapour, la Nouvelle-Zélande et la Chine, ont fait d'importants investissements dans l'éducation, en se concentrant sur la construction d'une base solide en littératie, en numératie et en connaissances scientifiques.¹² Ils ont tous mis l'accent sur le développement d'une main-d'œuvre hautement qualifiée par le biais d'une scolarité régulière mais aussi d'une formation professionnelle. Ils ont tous subi de profondes réformes des programmes afin d'obtenir des résultats de haute qualité, certains pays mettant très fortement l'accent sur l'égalité des chances pour tous les élèves et la réduction des inégalités en matière d'éducation.¹³

- 1.8 Le curriculum joue un rôle central dans un système éducatif qui fonctionne bien car il sert de cadre directeur qui décrit ce que les élèves doivent apprendre et les résultats attendus de leur éducation. Concrètement, le curriculum est un ensemble de politiques, de réglementations, de directives et de lignes directrices, socialement convenues, qui régissent l'enseignement, l'apprentissage et l'évaluation.¹⁴ Le curriculum fournit un plan structuré pour organiser et fournir le contenu, en précisant les connaissances, les aptitudes et les compétences que les élèves sont censés acquérir à chaque niveau scolaire ou étape d'enseignement. Des sujets ou des domaines de connaissances plus traditionnels sont complétés par des questions et des thèmes transversaux, tels que l'éducation à la paix, le développement durable, l'éducation à la santé, tous faisant partie de la citoyenneté mondiale. En fournissant une feuille de route, le curriculum garantit une approche cohérente et systématique de l'éducation. Le curriculum joue un rôle central dans tout système éducatif car il fournit un cadre directeur, assure la cohérence et l'équité, maintient l'assurance qualité, s'aligne sur les objectifs éducatifs, soutient le développement professionnel et permet la responsabilisation et l'évaluation. Un curriculum bien conçu avec un effort constant d'alignement du programme est essentiel pour un système éducatif cohérent et efficace qui prépare les élèves à réussir dans leur vie personnelle, professionnelle et sociale.
- 1.9 Le curriculum haïtien n'a connu aucune mise à jour importante dans aucune de ses dimensions depuis son élaboration en 1980. Afin de mieux préparer ses élèves à répondre aux défis du 21^e siècle et de préparer le secteur à s'adapter aux besoins et opportunités technologiques émergents, le MENFP a approuvé le Cadre d'Orientation Curriculaire pour Haïti en janvier 2021, qui sert de cadre à la prochaine réforme curriculaire. En 2023, le MENFP a annoncé que la réforme curriculaire serait une réforme prioritaire jusqu'à 2030. Avec l'opération [5279/GR-HA](#), qui a élaboré plan d'action pour la mise en œuvre de la réforme, un besoin pour le financement des domaines d'action de la réforme a été identifié.
- 1.10 Parallèlement, le Système d'information pour la gestion de l'éducation (SIGE) a été identifié comme un pilier essentiel pour appuyer les priorités de gouvernance

¹² Mmantsetsa Marope; UNESCO- IBE. "Reconceptualizing and Repositioning Curriculum in the 21st Century: A Global Paradigm Shift"

¹³ Education and Skills 2030: Curriculum analysis: Preliminary findings from an international literature review on "ensuring equity and innovations" OECD 2018

¹⁴ Philip Stabback; 2016. UNESCO-IBE; "WHAT MAKES A QUALITY CURRICULUM?"

du MENFP. Le manque de données fiables, valides et pertinentes sur le secteur de l'éducation est au centre du réseau complexe de défis pour donner accès à des opportunités d'apprentissage de haute qualité aux étudiants en Haïti.¹⁵ Le SIGE, un système conçu pour collecter et produire des données sur le secteur de l'éducation, est dans sa troisième année d'opérationnalisation dans le cadre de [5279/GR-HA](#) et a commencé à présenter publiquement les informations sur le secteur de l'éducation.¹⁶ Cependant, en raison des problèmes de gestion au sein du MENFP et de la coordination intra-et-interministérielle, la présence du SIGE n'a pas encore été maximisée pour soutenir de manière efficace l'élaboration des politiques et le travail de programmation du ministère au sens large.

- 1.11 **Accès.** La fourniture de nourriture à l'école est essentielle pour améliorer la nutrition des élèves et contribue directement et indirectement à l'accès et à leurs performances scolaires. Les programmes d'alimentation scolaire (SF) contribuent à l'accès à l'éducation et ont un impact important sur les indicateurs de performance scolaire tels que l'amélioration de l'apprentissage, la rétention scolaire, les taux d'obtention de diplôme, la fréquentation régulière, l'abandon scolaire et la sensibilisation à l'alimentation et à la nutrition.¹⁷ Par exemple, une étude qui a examiné les programmes d'alimentation scolaire dans neuf pays à faible revenu a révélé que les élèves bénéficiant des programmes d'alimentation scolaire (SF) fréquentaient en moyenne 4 à 6 jours d'école supplémentaires par an. De plus, il a été démontré que les programmes de santé et de nutrition scolaires augmentent la rétention scolaire de 0,5 à 2,5 ans. En outre, ces programmes augmentent la scolarisation et la fréquentation, avec une augmentation moyenne de 9% de la fréquentation scolaire. Dans le même sens, les enfants qui reçoivent une nutrition adéquate ont de meilleurs résultats scolaires, ce qui est particulièrement pertinent dans les zones vulnérables où beaucoup d'enfants sont confrontés à l'insécurité alimentaire à la maison.¹⁸
- 1.12 En 2017, Haïti a validé une politique nationale d'alimentation scolaire qui guide les efforts d'alimentation scolaire de qualité dans le pays. La stratégie d'alimentation scolaire en Haïti décrit une approche multisectorielle de l'alimentation scolaire en Haïti, qui met l'accent sur l'utilisation d'aliments produits localement (alimentation scolaire avec des produits locaux), des équipements économes en énergie, des menus nutritionnels, la santé et l'assainissement. En 2020 l'opération [2863/GR-HA](#) a trouvé des preuves qualitatives suggérant que les écoles recevant des services SF ont connu moins d'abandons pendant l'année scolaire *Peyi-Lok* et COVID-19 que les écoles qui n'avaient pas de services SF.
- 1.13 **Qualité de l'enseignement et de l'apprentissage.** Le Gouvernement Haïtien a priorisé l'amélioration des écoles publiques, qui sont souvent considérées de

¹⁵ Cassidy, T., (2006). "Education management information systems (EMIS) in Latin America and the Caribbean: Lessons and challenges."

¹⁶ <https://sigeee.menfp.gouv.ht/#/dashboard/school>

¹⁷ Wang, D., & Fawzi, W. W. (2020). "Impacts of school feeding on educational and health outcomes of school-age children and adolescents in low-and middle-income countries: protocol for a systematic review and meta-analysis." *Systematic reviews*, 9(1), 1-8. 2020 <https://systematicreviewsjournal.biomedcentral.com/articles/10.1186/s13643-020-01317->

¹⁸ FAO. (2021). "Alimentación sabrosa y sin desperdicios: La alternativa para mejorar le uso de los recursos públicos en los Programas de Alimentación Escolar en América Latina y el Caribe." <https://www.fao.org/3/cb4910es/cb4910es.pdf>

qualité inférieure et desservent les pauvres de manière disproportionnée. Après des décennies de croissance effrénée dans le secteur non public, le MENFP a pris des mesures initiales pour mettre en place un ensemble de normes de qualité (le Système d'Assurance Qualité (SAQ) et des critères physiques minimaux liés à la sécurité des infrastructures, de l'eau, et de l'assainissement, que les écoles non-publiques et publiques doivent respecter pour pouvoir fonctionner. Pour les écoles publiques, la décentralisation du pouvoir décisionnel vers les parents et les communautés peut renforcer la responsabilisation, tandis que le renforcement des capacités de gestion des écoles en mettant l'accent sur les données peut améliorer la performance des élèves.^{19 20 21} Le SAQ a été mis en œuvre dans les écoles à l'échelle nationale et ces expériences ont éclairé l'amélioration et la croissance du système, qui devra encore se développer pour répondre à de nouveaux domaines de qualité tel que le développement et le soutien socio-émotionnels et l'éducation hybride. Les données longitudinales de 2017 à 2020 montrent que les indicateurs de qualité se sont améliorés pour toutes les écoles qui ont reçu des interventions du SAQ, ce qui implique que les interventions du SAQ sont efficaces.²²

- 1.14 Néanmoins, avec un taux national d'analphabétisme de 23%, la qualité de l'enseignement et de l'apprentissage reste très faible.²³ Les observations en classe des enseignants du fondamentale dans les départements du Nord et Nord-Est ont révélé que la majorité des enseignants utilisent des approches pédagogiques inefficaces et ne maîtrisent pas le contenu de la matière qu'ils enseignent.²⁴ Le rendement des élèves, quant à lui, demeure médiocre. L'enfant haïtien moyen entre en première année avec près de deux ans en retard, en raison d'une combinaison de contraintes financières des ménages qui retardent l'entrée scolaire et les écoles exigent souvent que les enfants reçoivent au moins une année pré-primaire pour préparer la première année. Une fois à l'école, 13% des élèves de première année redoublent et seulement environ la moitié atteindront la sixième année.²⁵
- 1.15 L'apprentissage des élèves est également très faible, par exemple, bien que les données sur l'apprentissage en Haïti suggèrent depuis longtemps qu'en moyenne, les niveaux d'apprentissage sont faibles,²⁶ une récente évaluation nationale des élèves de 6^e année en 2022 a révélé qu'étant donné que les élèves obtenaient des résultats légèrement meilleurs en créole que dans les évaluations nationales précédentes, les élèves continuent à obtenir des résultats légèrement supérieurs

¹⁹ Barrera-Osorio; Raju, 2010. "Short-run Learning Dynamics under a Test-based Accountability System: Evidence from Pakistan"

²⁰ Bloom; Lemos; Sadun; and Van Reenen, 2015. "Does Management Matter in Schools?"

²¹ Bruns, Filmer, and Patrinos, 2011. "Making Schools Work: New Evidence on Accountability Reforms."

²² Internal IDB data (CID) – Technical paper 2021.

²³ Haïti MENDP, 2020. Haïti Decennial National Education Plan 2020 – 2030

²⁴ Adelman, Melissa; Baron, Juan D.; Blimpo, Moussa; Evans, David K.; Simbou, Atabanam; Yarrow, Noah, 2015. "Why Do Students Learn so Little?: Seeking Answers Inside Haïti's Classrooms." World Bank, Washington, DC. © World Bank.

²⁵ World Bank, 2015. "Off to a Bad Start: Drivers of Late Entry into Primary School in Haïti."

²⁶ N. Twele et al., *Résultats Préliminaires de l'Évaluation Nationale 2017 en Haïti*, 10, accessed July 16, 2023, <https://www.scribd.com/document/389904598/Resultats-Preliminaires-2017-Haiti-Nat-Eval-IEA-20180905>.

à ce qui est attendu en devinant de manière aléatoire en français et en mathématiques (les élèves obtenant environ 31% et 26%, respectivement).²⁷ En effet, au moins 40 à 60% des élèves en 3^e année ne sont pas performants au niveau scolaire en français, créole, ou en mathématiques.²⁸

- 1.16 Les faibles performances ont entraîné des taux élevés d'abandon et de redoublement qui ont contribué à des taux d'abandon atteignant environ 50% à la fin du cycle de l'enseignement fondamentale.²⁹ En effet, l'enfant haïtien moyen entre en première année avec près de deux ans de retard, en raison d'une combinaison de contraintes financières des ménages qui retardent l'entrée scolaire et les écoles exigent souvent que les enfants reçoivent au moins une année de pré-primaire pour se préparer pour la première année. Une fois à l'école, 13% des élèves de première année redoublent, et seulement environ la moitié atteindront la sixième année.³⁰ Enfin, la région ALC se remet toujours des effets de la COVID-19 sur l'apprentissage et les gouvernements de l'ALC ont été encouragés à résoudre de manière proactive l'apprentissage perdu en raison de la pandémie (BID, 2022).
- 1.17 La faible qualité moyenne de l'éducation dispensée par les écoles publiques et non publiques, associée aux privations associées à la pauvreté, contribue aux faibles niveaux de réussite scolaire. Les environnements physiques et sociaux sont inadéquats et les écoles n'offrent souvent pas de contextes d'apprentissage sûrs et sains. Par exemple, seulement 56% des écoles fondamentales avaient une source d'eau potable selon le recensement scolaire national de 2013-14. Dans sept des dix départements du pays, le taux d'électrification scolaire est inférieur à 25%, contre une moyenne de 28% en Afrique subsaharienne. Les écoles haïtiennes sont également mal équipées et les enseignants doivent se contenter d'un matériel pédagogique insuffisant (tableau, cahier, manuel). Les étudiants ne disposent pas toujours des ressources nécessaires telles que les manuels scolaires compte tenu des coûts associés.³¹
- 1.18 Parallèlement, le genre et la diversité demeurent un défi dans les salles de classe haïtiennes. Compte tenu du manque de données sur le genre en Haïti, un diagnostic de genre sera réalisé dans le cadre du financement du PME pour la capacité des systèmes (SCG), géré par l'UNESCO, qui informera ce projet pendant son exécution. Néanmoins, alors que les preuves manquent largement sur les indicateurs de genre et de diversité, les données à petite échelle collectées sporadiquement au fil des ans offrent un aperçu. Les données indiquent que la plupart des filles dans les salles de classe du fondamentale sont sur-âgées, la plupart des filles de 4^e année ayant 13 ans ou plus (par rapport à l'âge moyen des garçons en 4^e année de 11 ans), ce qui constitue un obstacle à la fréquentation scolaire régulière.³² Bien qu'un diagnostic spécifique des filles sur-âgées dans les

²⁷ Oliver Neuschmidt, "L'Évaluation Nationale 2022 Résultats" (unpublished manuscript, IEA, Hamburg, Germany, May 2023), 9-34.

²⁸ Ibid.

²⁹ Ibid.

³⁰ World Bank, 2015. "Off to a Bad Start: Drivers of Late Entry into Primary School in Haiti."

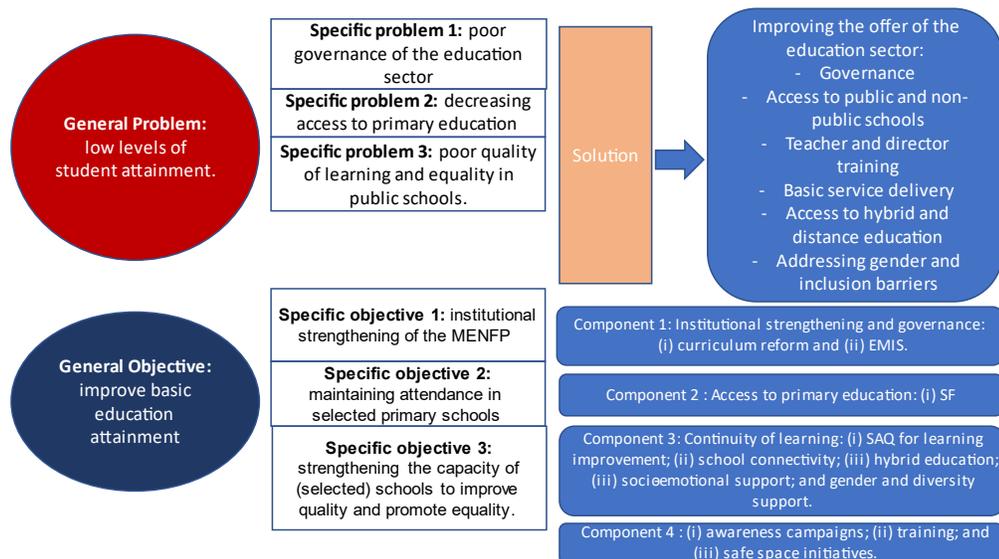
³¹ Haiti MENFP, 2020. Haiti Decennial National Education Plan 2020 – 2030

³² Education Sector Plan, IIEP (2019). <https://idbg.sharepoint.com/teams/EZ-HA-GRF/HA-L1102/layouts/15/DocIdRedir.aspx?ID=EZIDB0000303-65959558-82>

écoles n'a pas encore été réalisé, divers facteurs contextuels contribuent probablement à ce taux élevé de filles trop âgées dans les écoles fondamentales, notamment les problèmes de sécurité, les parents privilégiant des ressources limitées pour l'éducation de leurs fils, la servitude domestique, ainsi que les menstruations et grossesses chez les adolescentes.³³ Compte tenu de la fréquence des filles sur-âgées dans les écoles primaires, une attention particulière doit être accordée à la fourniture d'un soutien pédagogique de rattrapage et à la mise à disposition d'espaces d'apprentissage sûrs pour encourager la fréquentation régulière.

- 1.19 En ce qui concerne la diversité, bien qu'il existe très peu de données sur les enfants handicapés en Haïti, environ 3.5% des enfants handicapés à Port-au-Prince ont accès à l'éducation,³⁴ ce qui indique qu'il faut prêter attention à la création d'environnements scolaires inclusifs et à l'engagement avec les parents et les communautés sur l'accès à l'éducation pour les élèves en situation d'handicap (ESH).³⁵ De plus, une étude de 2017 montre que, pour les élèves en situation d'handicap (ESH) dans les écoles, ils sont mélangés dans des salles de classes ordinaires et ne reçoivent pas de pédagogie ou de soutien différencié, ce qui contribue à de faibles résultats d'apprentissage.³⁶

Image 1 : Logique Verticale de l'opération HA-J0006.



³³ Centers for Disease Control and Prevention, 2014. "Violence Against Children in Haiti: Findings from a National Survey, 2012"

³⁴ Nous savons qu'il s'agit d'une sous-représentation compte tenu de l'ancienneté des données.

³⁵ Guidance Note on School Enrolment of Disabled Children (in French) – (2013). Ministère Des Affaires Sociales Et Du Travail (MAST)

³⁶ UN, (2017) Convention on the Rights of persons with Disabilities. Accessed on the site: docstore.ohchr.org/SelfService/FileHandler.ashx?

- 1.20 **Plan du Secteur de l'Éducation.** Reconnaisant l'importance de la gouvernance et l'accès à une éducation fondamentale de qualité comme un objectif urgent, le MENFP a élaboré en étroite coordination avec les bailleurs de fonds et les principales parties prenantes, le *Plan Décennal d'Enseignement et de Formation* (PDEF) couvrant la période 2020-2030. Le PDEF a priorisé le développement de systèmes durables et efficaces pour augmenter la qualité de l'éducation, assurer et accroître l'accès à l'éducation. Le PDEF identifie trois domaines prioritaires pour améliorer l'éducation fondamentale: (i) le renforcement institutionnel et la gouvernance; (ii) l'accès à l'enseignement et à l'apprentissage; et (iii) la qualité de l'enseignement et de l'apprentissage.
- 1.21 En plus du PDEF, en 2022, par consensus du groupe local d'éducation (GLPE-H), dans un exercice réalisé dans le cadre de l'analyse des facteurs favorables du Partenariat Mondial pour l'Éducation (PME), la *Réforme Prioritaire* du MENFP a été identifiée comme la réforme du curriculum, y compris la continuité de l'apprentissage, le soutien socio-émotionnel et l'alimentation scolaire, et sera décrite dans le prochain *Pacte de Partenariat*.
- 1.22 **La stratégie de la banque visant à améliorer la qualité et l'accès à l'éducation fondamentale.**³⁷ Depuis 2010, la BID a approuvé cinq subventions d'investissement dans l'éducation (2464/GR-HA, 2643/GR-HA, 2863/GR-HA, 3355/GR-HA et 5279/GR-HA), pour un total de US\$224 millions. Cependant, la BID a approuvé plusieurs doubles réservations notamment des Interventions d'Alimentation Scolaire (5068/GR-HA, 5288/GR-HA) pour un montant total de \$31 millions. En termes d'impact, les programmes d'alimentation scolaire ont aidé plus de 220,000 enfants à fréquenter l'école fondamentale chaque année depuis 2017 ; le SAQ a été mis à l'essai avec succès dans les départements cibles dans 105 écoles et a soutenu de manière efficace ces écoles dans l'amélioration de leur qualité selon les indicateurs du SAQ depuis 2017;³⁸ 91 écoles ont été construites, et le SIGE, la planification scolaire, la réforme du curriculum, et les principales évaluations nationales ont été établies.
- 1.23 **Leçons apprises.** Le projet s'inspire des expériences d'exécution du 5729/GR-HA en cours et sur de nombreuses leçons apprises de la mise en œuvre et du Rapport d'Achèvement de Projet (PCR) des opérations sectorielles précédentes 2464/GR-HA, 2643/GR-HA, 2863/GR-HA, 3355/GR-HA et 5729/GR-HA. Premièrement, le projet assurera le séquençage et la mise à l'échelle des éléments qui ont réussi dans le contexte haïtien, y compris, entre autres, l'alimentation scolaire, les évaluations d'apprentissage, la réforme du curriculum et le SAQ ([2863/GR-HA](#), [5288/GR-HA](#), [5279/GR-HA](#)). Spécifiquement en termes de séquençage, le projet poursuivra le travail du 5288/GR-HA en fournissant l'alimentation scolaire aux écoles bénéficiaires pendant trois années scolaires supplémentaires ; et poursuivra les interventions du SAQ pendant 2 années scolaires supplémentaires après la fin du 5279/GR-HA, pour cette raison les indicateurs liés à la SAQ ne couvrent que les 2 dernières années de la HA-J0006. Deuxièmement, étant donné la fragilité du contexte et le besoin d'engager des prestataires de service ayant des capacités prouvées dans le contexte Haïtien,

³⁷ L'enseignement fondamental en Haïti comprend 2 niveaux de préscolaire et 3 cycles d'enseignement de base de la 1re à la 9e année. Cycle 1 : 1re à 4e année ; Cycle 2 : 5e-6e année ; Cycle de la 7e à la 9e année. L'opération proposée fonctionnera dans cet univers.

³⁸ Internal IDB data (CID)–Technical paper 2023.

l'UE du projet embauchera des opérateurs spécialisés et des organisations non gouvernementales pour fournir une assistance technique aux activités du projet ([5279/GR-HA](#), [5288/GR-HA](#)). L'utilisation d'opérateurs demeure particulièrement pertinente en Haïti étant donné la fragilité du contexte qui nécessite une capacité logistique forte pour exécuter des interventions à grande échelle et qui cause le départ du pays d'une main d'œuvre extrêmement compétente, réduisant la capacité du MENFP à exécuter rapidement des interventions de haute qualité réparties sur un vaste territoire. L'utilisation des ONG a été couronnée de succès dans le 5279/GR-HA et a conduit à la réalisation réussie des objectifs de la matrice de résultats. Troisièmement, le projet ne financera pas la poursuite du programme de subvention scolaire étant donné que le programme d'alimentation scolaire constitue une intervention réussie pour l'inscription, la rétention et l'apprentissage dans les écoles. ([5288/GR-HA/5279/GR-HA](#)). Quatrièmement, le projet financera des méthodologies de suivi et évaluations telles qu'un centre d'appel pour assurer que les bénéficiaires bénéficient des interventions du projet.

- 1.24 **Objectifs et composantes du projet.** L'objectif du projet est d'améliorer le niveau d'éducation de base. Les objectifs spécifiques du projet sont : (i) le renforcement institutionnel du MENFP (ii) le maintien de la fréquentation dans les écoles fondamentales sélectionnées ; (iii) le renforcement de la capacité des écoles (sélectionnées) pour améliorer la qualité et promouvoir l'inclusion.
- 1.25 **Composante 1 : Capacité institutionnelle du MENFP (US\$10,720,000 : US\$4.7 millions BID/US\$6,020,000 PME).** Cette composante continuera à renforcer la capacité institutionnelle du MENFP aux niveaux centralisés et décentralisés en : (i) sur les 14 domaines identifiés par le plan d'action de la réforme curriculaire, le projet permettra la réalisation de 7 d'entre eux y compris l'appui aux domaines du curriculum interprété et de la réécriture des programmes et des manuels scolaires, la formation des enseignants, l'encadrement pédagogique (inspecteurs, conseillers pédagogiques), la politique d'éducation en langue maternelle et les mécanismes de coordination et de suivi curriculaire au sein du MENFP (EL#16). Cela comprendra la modification des politiques et le pilotage de nouveaux programmes. (ii) Poursuivre la mise en œuvre du plan d'action SIGE intégré et budgétisé du MENFP, pour permettre la planification, l'accréditation et l'assurance qualité à différents niveaux du système, en étendant la mise en œuvre du SIGE aux directions départementales de l'éducation (DDE).³⁹ (iii) Appui aux activités de gouvernance des directions techniques du MENFP (DT) chargées de la mise en œuvre du PDEF. Cette composante comprendra une évaluation du programme d'alimentation scolaire pour la prise de décision au niveau institutionnel sur le programme ainsi qu'un examen des dépenses publiques qui couvre le FNE pour identifier les opportunités de mise à l'échelle du SAQ et de contribuer à sa durabilité. Le développement du SIGE et la réforme du curriculum seront tous deux abordés dans une perspective de genre, en particulier en veillant à ce que les modules du SIGE comprennent la collecte de données ventilées par sexe et que les différents modules de la réforme du curriculum incluent une pédagogie sensible au genre (formation des enseignants, manuels, etc.). La composante financera l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation,

³⁹ Le SIGE sera également élargi pour inclure des modules sur le genre, les étudiants handicapés et les enfants non scolarisés.

la science et la culture (UNESCO) pour fournir au MENFP une assistance technique dans les activités de réforme du curriculum.

- 1.26 **Composante 2 : Accès à l'alimentation scolaire dans l'éducation fondamentale (US\$11,2 millions PME).** Cette composante financera l'alimentation scolaire pour les enfants en âge d'aller à l'école fondamentale vivant dans des zones avec un niveau élevé d'insécurité alimentaire pendant 110 jours d'école par an pour les années scolaires 2024/25, 2025/26, et 2026/27.⁴⁰ La composante financera le Programme Alimentaire Mondial (PAM) pour la mise en œuvre d'un modèle d'alimentation scolaire holistique et donnera la priorité à la production locale dans les écoles publiques et non-publiques. Cette composante sera alignée sur le changement climatique à travers le financement de réchauds améliorés, des sacs de rétention thermiques, et les efforts de reforestation au niveau des écoles ; ainsi qu'avec le genre en veillant à ce que les garçons et les filles bénéficient d'un accès égal à la prestation de services d'alimentation scolaire dans le cadre du programme. EL#8 sur le programme de cantine scolaire détaille les critères de sélection et la méthodologie du programme.
- 1.27 **Composante 3 : Continuité de l'apprentissage (US\$ 16 millions : US\$8 millions IDB/ /US\$8 millions EAA).** Cette composante appuiera/soutiendra la vision à long terme du MENFP dans l'augmentation de la qualité des services d'éducation en Haïti en adaptant la portée du paquet qualité du SAQ à temps pour couvrir deux années supplémentaires d'école dans 105 écoles à la fin de [5279/GR-HA](#)⁴¹ et élargira la portée des approches communautaires dans le cadre du SAQ pour inclure le soutien socio-émotionnel, le soutien correctif et la connectivité de l'école à l'internet/ l'éducation hybride. Les écoles bénéficiaires seront équipées d'internet pour appuyer l'enseignement et l'apprentissage hybrides.⁴² Les interventions de la SAQ continueront d'inclure la fourniture de manuels scolaires et livres uniques, la formation des directeurs et des enseignants, le soutien aux comités de gestion des écoles, les plans d'amélioration d'écoles, et les évaluations formatives de l'apprentissage. La rétention des élèves à risque de décrochage scolaire sera spécifiquement soutenue. La composante financera une entreprise externe pour effectuer la collecte de données sur les données scolaires et les progrès en matière de qualité et d'apprentissage.
- 1.28 **Composante 4 : Comblent les écarts entre les sexes et les handicaps dans l'éducation. (US\$3 million: US\$1 million BID / US\$1 million PME / US\$ 1 million EAA).** Cette composante appuiera directement l'amélioration de l'accès à l'éducation de qualité dans les écoles fondamentales publiques pour les filles et les enfants handicapés. Les écoles fondamentales publiques bénéficieront (i) de la formation des enseignants et des directeurs d'école aux outils de dépistage pour les ESH ; (ii) du soutien aux élèves ayant un handicap visuel ; et (iii) des initiatives d'espaces sûrs pour les filles et les cours de rattrapages. Cette composante

⁴⁰ 110 jours représentent le nombre moyen de jours que les enfants passent en classe pendant l'année scolaire en Haïti.

⁴¹ Le 5279/GR-HA se termine après l'année scolaire 2025/2026 en juin 2026. L'opération proposée poursuivra la SAQ pour les années scolaires 2026/27 et 2027/28.

⁴² Au moment de la préparation du projet, le MENFP et la BID sont en discussions initiales avec Starlink, nouvellement présent en Haïti, et dont les services ont déjà été pilotés par la BID et des partenaires tels que le PAM en Haïti.

- financera : (i) la collecte de données pour remédier au manque de données sur le genre et les ESH ; (ii) l'incitation des enfants non scolarisés (OOSC) à l'école en particulier les filles et les ESH. La composante financera le Fonds des Nations Unies pour l'Enfance (UNICEF) pour fournir un appui technique au MENFP dans l'exécution des activités sur le genre, l'éducation inclusive et l'OOSC.
- 1.29 **Gestion, suivi et évaluation du projet (US\$2,580,000: US\$1.3 million BID/US\$500,000 EAA/US\$780,000 PME).** Le projet financera (i) les coûts de fonctionnement de l'unité d'exécution du projet ; (ii) des audits financiers annuels (iii) une évaluation à mi-parcours et une évaluation finale ; (iv) un centre d'appel pour le suivi des activités des composantes 2, 3 et 4.
- 1.30 **Résultats attendus/escomptés.** Plusieurs résultats du projet seront mesurés, notamment : (i) fourniture des données en temps opportun par le SIGE ; (iii) le pourcentage d'écoles dont les rapports d'amélioration ont été approuvés ; et (iii) le maintien de la fréquentation dans les écoles fondamentales.
- 1.31 Les bénéficiaires directs du projet incluront les élèves actuels et futurs fréquentant les écoles fondamentales publiques et non publiques⁴³ soutenues dans le cadre des composantes du projet. Parmi les autres bénéficiaires directs figurent les directeurs d'école et les enseignants actuels et futurs qui bénéficieraient d'une formation. Les institutions à but lucratif et les bénéficiaires d'institutions à but lucratif ne seront pas éligibles aux interventions financées par les fonds du programme. Les bénéficiaires de la composante 1 seront le personnel du MENFP, de la DT et de la DDE qui bénéficiera de l'amélioration des systèmes de gouvernance et du renforcement des capacités. La sélection des écoles participant dans les composantes 2, 3 et 4 sera basée sur les critères d'inclusion suivants : (i) l'emplacement géographique dans les départements cibles (1.32) ; et (ii) une infrastructure de base adéquate.⁴⁴ Les écoles ayant précédemment bénéficié des opérations de la BID⁴⁵ ainsi que les écoles construites à travers le financement de la BID seront prioritaires. Dans le cas de la Composante 2, les écoles fondamentales non-publiques et publiques seront éligibles. Les écoles bénéficiant d'un programme d'alimentation scolaire financé par d'autres acteurs ou bailleurs de fonds seront exclues de l'intervention. Un ciblage spécifique des enfants non scolarisés sera entrepris pour réattirer les enfants à l'école et retenir les enfants à risque d'abandon scolaire, comme détaillé dans le manuel d'opérations du projet (MOP). Dans le cas des Composantes 3⁴⁶ les écoles fondamentales bénéficiant de l'opération 5279/GR-HA seront éligibles. Les écoles bénéficiant d'un soutien holistique scolaire financé par d'autres acteurs ou donateurs seront exclues de

⁴³ Les écoles non publiques comprennent les établissements à but lucratif et à but non lucratif. Les écoles publiques comprennent les établissements détenus et exploités : (i) par le MENFP ; (ii) en collaboration avec les communautés avec l'appui du MENFP ; et (iii) par des organisations non publiques qui ont signé des conventions avec le MENFP et dans lesquelles le MENFP fournit des enseignants et d'autres intrants. Les écoles à but lucratif ne seront pas éligibles aux activités de la composante 2, conformément aux exigences du PME.

⁴⁴ Les normes d'infrastructures sont définies par le MENFP et intégrées dans les dimensions et les indicateurs de la SAQ. Il s'agit notamment des latrines, de l'accès à WASH et des ratios élèves/classe et élèves/enseignant, etc.

⁴⁵ 5068/GR-HA et HA-J0001.

⁴⁶ Ibid.

- l'intervention.⁴⁷ Tous les enfants dans les écoles sélectionnées bénéficieront du programme.
- 1.32 Le secteur d'éducation de la BID travaillera dans six départements du nord d'Haïti,⁴⁸ où la BID investit déjà massivement dans tous les secteurs. Ces départements abritent 23% des écoles maternelles d'Haïti (2,512 sur 10,836) et 28% des écoles fondamentales (4,855 sur 17,036) avec un total de 1,032,123 élèves.⁴⁹ Ces départements sont ceux où se trouvent les populations les plus vulnérables. Le Nord-Ouest et le Nord-Est ont les taux de pauvreté (77%, 72%) et d'extrême pauvreté (57%, 52%) les plus élevés du pays,⁵⁰ et tous les départements cibles ont des taux de pauvreté supérieurs à 48%.⁵¹
- 1.33 **Coordination des bailleurs de fonds.** Pour mettre en œuvre une approche systémique en Haïti, le MENFP et la communauté des bailleurs de fonds se sont mis d'accord pour coordonner des interventions. La coordination des bailleurs de fonds en Haïti a nettement amélioré ces dernières années, et les processus suivants se poursuivront : (i) ciblage géographique entre la BID et la Banque Mondiale (BM) ainsi que la coordination des opérations financées par le PME pour trouver des synergies et éviter les duplications ; (ii) des discussions techniques informelles régulières ; et (iii) une coordination pour assurer une utilisation plus efficace du temps et des fonds. À la suite de l'élaboration et l'approbation du PDEF, plusieurs partenaires en Haïti financeront le soutien au plan du secteur. Ainsi, la BID continuera à travailler en étroite collaboration avec tous les bailleurs de fonds pour réduire la duplication de l'assistance technique et du financement au MENFP. En effet, la conception et la planification du projet proposé ont été étroitement coordonnées avec la BM et les partenaires techniques et financiers du secteur de l'éducation. De plus, l'opération a été informée par des consultations de la société civile pour apprendre des partenaires travaillant directement avec les écoles quelles activités fonctionnent et lesquelles doivent être modifiées. Ces discussions ont éclairé les décisions de connecter les écoles à l'internet et de poursuivre l'approche hybride de l'enseignement et de l'apprentissage.
- 1.34 **Alignement Stratégique.** Le projet est conforme à la deuxième mise à jour de la Stratégie Institutionnelle (UIS)(AB-3190-2) et est stratégiquement aligné sur le défi de développement de l'inclusion sociale et l'égalité en ciblant les régions vulnérables et en élargissant l'accès aux élèves à l'éducation de base de qualité. Le projet est aussi aligné avec les thèmes transversaux suivants: (i) Égalité des genres et augmentation de la participation des élèves en situation d'handicap dans les écoles fondamentales (Composante 3) grâce à des actions visant à combler l'écart entre les sexes et les handicaps; (ii) Renforcement institutionnelle en améliorant les capacités du MENFP à fournir des services publics avec une offre, une accessibilité et une qualité adéquates (Component 1); et (iii) le changement climatique à travers l'acquisition d'équipements pour les matériels à faibles

⁴⁷ Le programme poursuivra la méthodologie précédemment établie de travail en étroite collaboration avec d'autres PAM dans les départements cibles.

⁴⁸ Nord, Nord-Est, Nord-Ouest, Artibonite, Centre and Ouest.

⁴⁹ 2013 School Census Data.

⁵⁰ BID calculations.

⁵¹ Le taux de pauvreté le plus bas se trouve dans le département de l'Ouest, mais lorsque les données sont désagrégées entre la capitale et le reste du département, les taux sont très différents, 44 % et 63 % respectivement.

émissions et des actions pour mettre en place et à l'échelle le compostage et la production locale dans le programme d'alimentation scolaire (Composante 2). De plus, le projet contribuera au Cadre de résultats institutionnels (CRF) 2020-2023 (GN-2727-12) car il vise à améliorer les indicateurs suivants : (i) les étudiants bénéficiaires des projets d'éducation et (ii) les agences dotées d'une technologie numérique et d'une capacité de gestion renforcées. L'opération est également alignée sur le document cadre sectoriel de développement des compétences (GN-3012-3).

- 1.35 En outre, l'opération est entièrement alignée avec la Stratégie Pays de la BID pour Haïti 2017-2021(GN-2904)⁵², qui priorise l'accès amélioré à l'éducation de qualité et au renforcement institutionnel. En particulier, l'opération est alignée avec les indicateurs suivants de la stratégie : Étudiants bénéficiant des projets d'éducation.
- 1.36 Cette opération a été analysée à l'aide du Cadre d'évaluation conjoint des Banques Multilatérales de Développement (BMD) pour l'alignement de Paris et du PAIA du Groupe de la BID (GN-3142-1) ; il a été déterminé qu'il est : i) aligné sur l'objectif d'adaptation de l'Accord de Paris (AP) ; et ii) aligné sur l'objectif d'atténuation de l'AP sur la base d'une évaluation spécifique. L'alignement était basé sur l'examen des technologies de cuisson plus propres qui utilisent le gaz naturel comme la meilleure option d'efficacité énergétique disponible pour l'alimentation scolaire dans le pays. L'alignement est justifié étant donné que; le gaz naturel est la seule alternative envisageable dans un contexte national où moins de la moitié de la population a accès à l'électricité ; des méthodes de cuisson lente (sacs de cuisson à rétention de chaleur) seront également achetées pour contribuer à la réduction de la consommation d'énergie ; et le fait qu'Haïti fait partie des PEID.²⁸ Par conséquent, sur la base de la méthodologie conjointe des BMD, le montant du financement climatique pour l'opération est de US\$ 5,106 000,00, correspondant à 12,39 % des ressources destinées à financer l'opération. Le tableau 2 résume les activités et les coûts respectifs qui caractérisent le financement climatique du « Appui au Plan sectoriel de l'éducation d'Haïti 2.0 ».
- 1.37 **Le projet est conçu pour poursuivre l'opérationnalisation et la mise à échelle des interventions précédemment financées par la Banque.** Cette approche assure : (i) une continuité du financement pour les apports critiques qui nécessitent une approche à long terme pour être opérationnels et durables ; (ii) une continuité de la vision de la Banque dans le secteur de l'éducation ; et (iii) la viabilité des financements antérieurs et actuels dans le secteur. Dans le cadre du projet proposé, le MENFP développera, mettra en œuvre et affinera les modèles reproductibles pour aider les écoles publiques et non-publiques à fournir une éducation fondamentale de qualité aux enfants vulnérables. La capacité du MENFP sera renforcée pour développer et mettre en œuvre ces modèles, et pour gérer le secteur plus largement. Grâce à ces modèles, le soutien financier et technique sera consolidé dans un nombre limité d'écoles publiques et non publiques. En soutenant le développement de systèmes efficaces, le projet vise à produire des résultats mesurables en termes d'assurer l'accès des enfants bénéficiaires et améliorer les conditions d'apprentissage dans les écoles. Ces deux résultats intermédiaires sont essentiels à l'objectif de niveau supérieur d'accroître l'apprentissage et le capital humain en Haïti.

⁵² Le document GN-2904 est toujours en vigueur et prolongé jusqu'au 15 décembre 2023 (GN-2904-2)

- 1.38 La conception du projet proposé est alignée sur la Stratégie de Fragilité, Conflit et Violence (FCV) de la Banque Mondiale 2020–2025 et tient compte des recommandations opérationnelles pour la programmation dans les pays FCV.⁵³
- 1.39 Le projet est conçu pour fonctionner dans un contexte d'instabilité politique et de pandémie. Plus précisément, la Composante 1 peut être exécutée indépendamment des fermetures d'écoles ou de l'instabilité politique et est alignée sur le plan sectoriel décennal. Par conséquent, l'exécution est plus susceptible de résister aux changements institutionnels potentiels. La composante 2 peut être exécutée à un niveau minimal grâce à des rations alimentaires à emporter. Les Composantes 3 et 4 peuvent exécuter des parties partielles de leur ensemble et être exécutées à un niveau minimal par le biais d'une assistance technique et d'une formation par des modalités hybrides ou à distance et un engagement communautaire et des activités de collecte de données. Les activités des Composantes 1 et 3 doivent être poursuivies simultanément pour soutenir la mise en place de mécanismes de renforcement de la gestion du secteur à moyen et long terme qui contribueront à la résistance future aux chocs et à la sortie de crise actuelle.
- 1.40 **Analyse économique.** Après avoir comparé les avantages et les coûts estimés du projet, le modèle donne une valeur actualisée nette (VAN) du projet de 25,2 millions de dollars, avec un TRI de 16,12 % et un ratio B/C de 1,51 (à un taux d'actualisation de 12 %). Une analyse de sensibilité a également été effectuée et même dans le scénario le plus conservateur, l'analyse économique donne une VAN positive. Ces résultats permettent de conclure que le projet est viable.
- 1.41 **Analyse Institutionnelle.** Les résultats de l'analyse institutionnelle montrent que le MENFP dispose des connaissances nécessaires pour gérer les projets de la BID. L'unité d'exécution choisie a atteint un certain niveau de maturité organisationnelle tel que démontré par l'adaptation de l'équipe face aux crises socio-politiques et de la COVID-19 pour livrer les résultats attendus de l'opération 5279/GR-HA, ce qui suggère que l'unité d'exécution dispose de plusieurs ressources stratégiques sur lesquelles le projet proposé peut s'appuyer. La présence de ces ressources au niveau de la coordination et de la planification financière constitue la base de la performance. Cependant, étant donné sa structure actuelle et ses ressources humaines, il est recommandé que l'unité renforce son équipe afin d'exécuter deux (2) opérations parallèlement, en ajoutant des ressources humaines clés, en élargissant son espace et son utilisation de technologie de planification pour améliorer sa capacité organisationnelle.
- 1.42 **Durabilité.** L'alignement du projet sur les priorités clés du PDEF et les engagements sur une période de dix ans assurent que les actions prises dans le cadre du projet contribueront à la vision à plus long terme du MENFP. L'assistance fournie par des agences spécialisées comprendront toutes des composantes visant à former et à travailler directement avec les contreparties et les inspecteurs du MENFP dans l'exécution des travaux liés au projet afin de mettre en place des mécanismes pour une meilleure gestion du secteur à moyen et à long terme. Le projet proposé continuera de financer des programmes d'éducation holistique de qualité pour fournir l'accès à des écoles fondamentale de qualité à travers le SAQ. Bien que les options d'accès durables continuent d'être développées à travers les

⁵³ World Bank 2020. "World Bank Group Strategy for Fragility, Conflict and Violence 2020- 2025."

Composantes 1, 3 et 4, de nombreux élèves doivent garantir leur accès à l'enseignement fondamentale. En réponse à l'urgence économique, le projet financera l'alimentation scolaire pour tous les élèves des écoles fondamentales publiques et non publiques choisies pour une durée de trois (3) années scolaires complètes. Le programme AE lui-même soutient le développement durable dans le pays ainsi que dans les opérations financées par la BID en veillant à ce que les organisations de producteurs locaux (OPL) dans les départements cibles, soutenues par le 5422/GR-HA, soient incluses dans la liste des producteurs auprès desquels le programme achètera de la nourriture. Un dialogue politique actif sur le financement du secteur et des options pour des solutions à long terme au manque d'accès se poursuivront, mais dans l'intérim, la poursuite du soutien au programme d'AE et fournir l'accès aux communautés vulnérables demeure des engagements importants dans le cadre de la Composante 2. Pour assurer la continuité des services et la durabilité des interventions financées par la BID dans les écoles et les communautés, le projet proposé : (i) intégrera les écoles fondamentales publiques construites avec les fonds de la Banque dans le projet ; (ii) incorporera les écoles bénéficiant des opérations 5063/GR-HA, 2863/GR-HA, 5729/GR-HA et HA-J0001 dans le projet ; et (iii) continuera à utiliser les systèmes et outils développés et pilotés dans les opérations précédentes.

II. STRUCTURE DE FINANCEMENT ET PRINCIPAUX RISQUES

A. Instruments de Financement

- 2.1 La subvention d'investissement proposée est financée par : (i) une opération d'investissement spécifique de US\$15 millions de la Facilité de Subvention pour Haïti; (ii) une subvention spécifique de projet de US\$9.5 millions financée par la Fondation Education Above All (*EAA*); et (iii) une subvention spécifique de projet de US\$19,000,000 financée par le Partenariat Mondial pour l'Éducation (*PME*). Le projet est structuré autour de quatre composantes et décaissera sur une période de cinq (5) ans.

Tableau I. Estimation des Coûts du Programme (en milliers de dollars US\$)

| Composantes | BID | Co-financement EAA | Co-financement PME | Total | % |
|--|---------------|--------------------|--------------------|---------------|--------------|
| Composante 1. Capacité Institutionnelle du MENFP | 4,700 | - | 6,050 | 10,720 | 24,00 |
| Soutien à la réforme du curriculum | - | - | 5,000 | - | - |
| Opérationnalisation du SIGE | 3,200 | - | - | - | - |
| Soutien à la gouvernance du MENFP | 1,500 | - | - | - | - |
| Evaluation du programme de cantine scolaire | - | - | 520 | - | - |
| Evaluation SAQ | - | - | 500 | - | - |
| Composante 2. Accès à l'alimentation scolaire dans l'éducation fondamentale | - | - | 11,200 | 11,200 | 26,00 |
| Programme d'alimentation scolaire | - | - | 11,200 | - | - |
| Composante 3. Continuité de l'apprentissage | 8,000 | 8,000 | - | 16,000 | 36,00 |
| Poursuite du SAQ | 8,000 | - | - | - | - |
| Remédiation pour les enfants à risque | - | 5,000 | - | - | - |
| Équiper les écoles d'une connexion d'internet | - | 3,000 | - | - | - |
| Composante 4. Combler les écarts entre les sexes et les handicaps dans l'éducation. | 1,000 | 1,000 | 1,000 | 3,000 | 7,00 |
| Aborder les obstacles liés au genre | 1,000 | 500 | - | - | - |
| Aborder les obstacles liés à la diversité | - | 500 | 1,000 | - | - |
| Gestion, suivi et évaluation du projet | 1,300 | 500 | 780 | 2,580 | 6,00 |
| Frais administratifs | - | 500 | - | 500 | 1,00 |
| Total | 15,000 | 10,00 | 19,000 | 44,000 | 100 |

2.2 Le projet devrait être éligible à la mi-2024 et devrait avoir une période d'exécution d'un total de cinq (5) ans, soit 60 mois, ce qui signifie que l'opération sera en cours d'exécution de la mi-2024 à la mi-2029. Chaque source de financement sera décaissée selon un calendrier séparé. Les activités financées de la BID et l'EAA décaisseront sur une période de (5) ans, tandis que les activités financées par le PME décaisseront sur une période de quatre (4) ans, soit 48 mois.

Tableau 2. Calendrier de Décaissement (en milliers de dollars US\$)

| Source | 2024 ⁵⁴ | 2025 | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 | Total |
|------------|--------------------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|------------|
| IDB | 2,000,000 | 3,820,000 | 2,790,000 | 3,000,000 | 1,890,000 | 1,500,000 | 15,000,000 |
| EAA | 750,000 | 2,250,000 | 2,500,000 | 2,000,000 | 1,500,000 | 500,000 | 9,500,000 |
| GPE | 3,180,000 | 5,120,000 | 5,000,000 | 4,000,000 | 1,700,000 | - | 19,000,000 |

⁵⁴ Il est prévu que l'opération devienne éligible en 2024 et se poursuive pendant une partie de 2024, faisant de 2024 une année d'exécution partielle. Dans cette hypothèse, les fonds du GPE dont l'exécution est prévue sur 4 ans iront jusqu'en 2028, couvrant 4 années complètes ; et les fonds de la BID et de l'EAA prévus pour 4 ans iront jusqu'en 2029.

| | | | | | | | |
|-------------------|-----------|------------|------------|-----------|-----------|-----------|--------------------------|
| Total | 5,930,000 | 11,190,000 | 10,290,000 | 9,000,000 | 5,090,000 | 2,000,000 | 43,500,000 ⁵⁵ |
| % per year | 14 | 26 | 24 | 21 | 11 | 4 | 100 |

B. Risques environnementaux et sociaux

- 2.3 Conformément au nouveau cadre de politique environnementale et sociale, l'opération a été classée dans la catégorie "C" car aucun effet environnement ou social négatif important n'est prévu.

C. Risques fiduciaires

- 2.4 Au stade POD, les risques fiduciaires suivants ont été identifiés : (i) si l'inflation se poursuit au rythme actuel, et/ou si la gourde (HTG) se déprécie pendant l'exécution du projet, le coût réel des activités peut être supérieur au budget estimé du projet. Ce risque sera atténué en signant des de contrats en dollars, dans la mesure du possible, et en estimant un budget conservatif durant la préparation du projet. (ii) si l'unité d'exécution n'est pas renforcée avec plus de ressources humaines, l'unité d'exécution ne sera pas en mesure d'exécuter avec succès les multiples opérations conjointement. Ce risque sera atténué par l'embauche d'un autre comptable et spécialiste de la gestion financière additionnel pour ce projet.
- 2.5 Au stade POD, trois risques élevés ont été identifiés. Politiques : (i) S'il y a un changement de ministre de l'Éducation pendant l'exécution de l'opération, les activités prioritaires de gouvernance peuvent changer, affectant ainsi l'exécution des activités de la Composante 1. Ce risque sera atténué en priorisant les activités qui figurent dans le plan sectoriel d'éducation validé par le secteur. (ii) Si les troubles socio-politiques entraînent la fermeture des écoles, les activités de qualité dans le cadre de la Composante 3 peuvent connaître des délais d'exécution et avoir un impact sur la réalisation de la matrice des résultats. Ce risque sera atténué par la planification d'alternatives d'enseignement hybride/à distance en cas de fermeture des écoles. Exécution : (i) si l'unité d'exécution n'est pas en mesure de trouver et retenir des ressources humaines pour l'exécution de l'opération, l'opération connaîtra des retards d'exécution ou des produits de faible qualité. Ce risque sera atténué par l'embauche, lorsque possible, d'opérateurs spécialisés pour appuyer l'exécution directe de l'opération.

III. MODALITES D'EXECUTION ET DE SUIVI POUR L'EVALUATION DES RESULTATS

A. Modalités d'Exécution

- 3.1 Le bénéficiaire est la République d'Haïti, et l'agence d'exécution sera le MENFP, le Ministère en charge de tous les niveaux d'éducation en Haïti. L'*Unité de Coordination de Projet* (UCP) est intégrée dans les structures existantes du MENFP et sera responsable de la mise en œuvre du Projet. L'UCP est responsable de l'exécution de l'opération [5279/GR-HA](#) et a démontré des résultats satisfaisants à ce jour. L'UCP

⁵⁵ Le total ne reflète pas les frais administratifs de 5 % pour la contribution de EAA.

sera responsable de la gestion et l'exécution de toutes les composantes du projet et coordonnera avec les directeurs techniques et les équipes techniques du MENFP. L'UCP est dirigée par un Coordonnateur situé au sein du bureau du Directeur Général du MENFP et dispose de tout le personnel clé y compris un spécialiste de la gestion financière, un chef des opérations, un spécialiste du suivi et de l'évaluation ainsi que du personnel technique et administratif en place. En ce qui concerne la passation des marchés, l'UCP travaille avec l'*Unité de Passation des marchés* (UPM), qui est responsable pour la passation des marchés du projet et dispose d'un effectif complet. Le Coordinateur communiquera régulièrement avec le Directeur Général et veillera à ce que les activités du Projet soient alignées et bien intégrées aux activités connexes du Ministère et du PDEF.

- 3.2 Conformément aux recommandations de l'analyse institutionnelle, du personnel supplémentaire sera recruté pour compléter l'équipe existante et appuyer l'UCP dans l'exécution de deux opérations parallèles. Les consultants externes seront contractés pour les différentes directions techniques/unités opérationnelles du MENFP pour appuyer le Projet au niveau central, et pour les différentes directions départementales (DDE) soutenues dans le cadre du Projet,⁵⁶ pour travailler avec le personnel départemental du MENFP et coordonner la mise en œuvre au niveau local. Les rôles du personnel du MENFP et des consultants externes seront clairement définis dans le MOP. Chaque consultant rendra compte au Coordinateur du projet et maintiendra une communication active avec son Département/Unité Technique et la DDE. Ces dispositions d'exécution renforceront les connaissances et l'expérience du personnel du MENFP et jetteront les bases d'une éventuelle expansion des modèles développés et mis en œuvre dans le cadre du projet à d'autres régions.
- 3.3 L'UCP sera responsable de la mise en œuvre et de l'opérationnalisation de toutes les composantes du projet comme indiqué dans le MOP. En ce qui concerne la Composante 1, l'UCP : (i) travaillera directement avec les départements ministériels responsables ; et, le cas échéant, (ii) engagera des individus ou des entreprises pour un appui spécialisé et l'achat de biens. Dans la composante 1 l'UCP sera responsable d'embaucher des agences spécialisées pour le travail sur la réforme curriculaire et l'évaluation d'impact de la cantine scolaires. Dans la Composante 2, l'UCP sera responsable d'embaucher une agence spécialisée pour fournir l'alimentation scolaire. En ce qui concerne les Composantes 3 et 4, l'UCP s'appuiera à la fois sur les structures existantes du MENFP et des contrats avec des ONG et opérateurs spécialisés selon les besoins pour la mise en œuvre des activités d'assistance technique comme indiqué dans le MOP et embauchera une agence spécialisée pour la collecte de données. Des contrats avec les partenaires d'exécution seront signés entre le contractant et l'UCP-MENFP. Ces contrats seront payés selon les modalités de paiement de chaque contrat et à réception et validation des livrables. Tous les contrats incluront des responsabilités de renforcement des capacités pour le MENFP. Aucune modalité de contrat basée sur les résultats ne sera utilisée.
- 3.4 Le personnel de l'UCP sera embauché sur des *protocole d'accords* du MENFP et dans le cas des consultants, sur des contrats, avec des responsabilités clairement définies et des résultats attendus, pour garder l'accent sur les résultats plutôt que sur les processus. Les consultants travaillant pour les unités/départements techniques seront basés à Port-au-Prince et seront colocalisés avec leurs unités lorsque possible.

⁵⁶ Les DDE supportés sont ceux des services cibles

L'emplacement physique du personnel de l'UCP est important pour sa capacité à s'engager avec le personnel du MENFP et à le soutenir. Les consultants travaillant pour les bureaux régionaux seront basés dans chaque région avec des visites périodiques à Port-au-Prince pour les rapports et la coordination du Projet.

- 3.5 Comme conditions spéciales préalables au premier décaissement du Don, le Bénéficiaire, par l'intermédiaire de l'unité d'exécution, devra fournir la preuve à la satisfaction de la Banque : (i) de l'approbation et de l'entrée en vigueur du MOP selon les termes et conditions préalablement convenus avec la Banque ; et (ii) la preuve à la satisfaction de la Banque des projets de contrats à signer avec les opérateurs spécialisés de l'UNESCO et du PAM.** Ces conditions sont déterminées sur la base de l'analyse institutionnelle et des recommandations fiduciaires et sont essentielles étant donné que l'exécution du projet commencera immédiatement après l'entrée en vigueur du projet afin d'être opérationnel pour l'année scolaire 2024/25, en plus que le projet soit éligible en parallèle à l'exécution du 5279/GR-HA. Les conditions du premier décaissement garantissent que l'unité d'exécution est prête à commencer l'exécution des activités clés avec un guide détaillé et un personnel clé immédiatement après le premier décaissement. Le MOP comprend : (i) l'organigramme de gestion du projet ; (ii) les directives techniques d'exécution des Composantes 1, 2, 3 et 4 ; (iii) le plan de supervision de l'UCP ; et (iv) les procédures de sauvegarde environnementale et sociale le cas échéant.
- 3.6 La gestion financière du projet** sera exécutée conformément à l'OP-273-12. Les informations financières sur chaque source de financement seront recodées et conservées séparément. Un compte en USD et en HTG sera ouvert à la BHR pour les fonds de la BID, du PME et de l'EAA, pour un total de six comptes bancaires distincts. L'UCP ouvrira des comptes en banque séparés pour la gestion de la subvention fournie dans le cadre de cette opération. L'UCP maintiendra des systèmes de gestion financière adéquats et préparera un Plan Opérationnel Annuel, un plan de passation des marchés et un plan financier détaillé sur douze mois indiquant les besoins de trésorerie pour l'exécution du projet et servant de base pour les avances de fonds. Le plan de décaissement sur douze mois sera désagrégé par source de financement. Le projet ouvrira des comptes bancaires spécifiques pour chaque source de financement. Les avances de fonds pour l'exécution correspondront à l'équivalent des besoins de financement requis jusqu'à quatre mois pour l'UCP.
-
- 3.7 Audits Financiers.** Le MENFP, par le biais de l'UCP, sera responsable d'embaucher un auditeur externe admissible à la Banque pour effectuer l'audit financier du programme conformément aux procédures de la Banque et à soumettre dans les 120 jours suivants la fin de chaque exercice, et un audit financier final à soumettre dans les 120 jours après la date du dernier décaissement. L'UCP préparera des états financiers séparés par source de financement, par conséquent les rapports d'audit financier montreront séparément les informations par source
- 3.8** La passation des marchés de travaux, biens et services, ainsi que les contrats de services de consultants seront exécutés conformément aux politiques, règles et procédures de passation des marchés de la Banque (GN-2349-15 et GN-2350-15). Un plan de passation des marchés du projet sera tenu à jour et comprendra la source de financement du partenaire pour chaque passation des marchés.

B. Plan de suivi et évaluation des résultats

Cette section inclura les dispositions convenues en matière de suivi et d'évaluation

- 3.9 Un ensemble complet d'activités de suivi et de renforcement des capacités a été intégré dans la conception du projet et des fonds ont été budgétisés en conséquence, afin de répondre aux besoins de suivi présentés par le contexte de fragilité en Haïti. Le suivi de l'opération sera informé du *Risk Management Toolkit* de gestion des risques et passera par l'évaluation pilote de la fragilité à partir de 2025. Les cadres individuels d'évaluation sont décrits dans le plan de S&E et comprennent, entre autres : (i) la collecte de données externes de la Composante 3 et 4; (ii) une évaluation à moyen terme; (iii) une évaluation finale; et (iv) un centre d'appels et une ligne téléphonique ouverte pour le suivi continu des Composantes 2, 3 et 4.
- 3.10 Le MENFP a intensifié ses activités de collecte de données ces dernières années, mais continue de faire face à des systèmes d'information fracturés et incomplets. Les approches de collecte et de traitement de données affectent la fiabilité et l'actualité des informations, limitant leur utilité. Comme décrit dans la Composante 1, le projet fournira un soutien à la mise en œuvre d'un système de gestion des informations qui s'appuie sur les initiatives existantes en collaboration avec les autres partenaires de développement.
- 3.11 L'utilisation stratégique des données à tous les niveaux est critique pour améliorer la capacité institutionnelle du MENFP, assurant une mise en œuvre efficace de toutes les activités de projet, et renforçant l'appui à la mise en œuvre de la Banque. La capacité du personnel du MENFP, en particulier à l'échelle locale, à utiliser les données existantes, y compris le recensement scolaire national et la cartographie scolaire, pour guider leur travail. Les données récemment collectées dans le cadre du Projet seront liées aux données existantes à l'appui du SIGE. Le Projet tirera parti des technologies de l'information et de la communication (TIC) pour collecter de nouveaux types de données afin de surveiller les activités du Projet. Dans le cadre du suivi et de l'évaluation, des sondages téléphoniques périodiques des principales parties prenantes (y compris les directeurs des écoles, les enseignants, les parents et potentiellement certains élèves plus âgés) dans les écoles et communautés desservies serviront d'outil direct relativement peu coûteux pour évaluer les progrès des activités clés et identifier et relever les défis rapidement.
- 3.12 **Exigences en matière de rapports.** En s'appuyant sur les modalités de suivi et d'évaluation élaborées dans le cadre de l'opération 5279/GR HA, l'UCP présentera au MENFP et à la Banque des rapports d'avancement semestriels sur les indicateurs inclus dans le cadre des résultats. Tous les rapports semestriels comprendront les progrès et la planification des finances et de la passation des marchés, ainsi que les progrès par rapport aux résultats du projet et la matrice de risques. La BID sera chargée de partager les rapports semestriels et de supervision avec les partenaires de co-financement.